

PREFET DES CÔTES D'ARMOR
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES RISQUES
ENVIRONNEMENTAUX
N°IC 2004/2386
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 3 février 1989, modifié le 29 décembre 2009, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **S.C.A. MORO (GEFFRELOT)** », l'autorisant à exploiter en PLUMIEUX au lieu-dit « Saint Léau » un élevage porcin de 5220 pl. d'animaux équivalents (soit 120 pl. maternité, 616 pl. gestantes-verraterie, 1702 pl. post-sevrage, 2672 pl. engraissement), avec prestation de service (*traitement de tous les lisiers produits, soit 9300 m3*) par convention avec la station de traitement de « E.A.R.L. DE LA METAIRIE », sise en LE CAMBOUT ;

- VU la demande présentée le 25 juin 2010, modifiée, par l'installation classée « **S.C.A MORO (GEFFRELOT)** », sise « Saint Léau » en PLUMIEUX, en vue de la restructuration interne, avec modification du cheptel, d'un élevage porcin autorisé, soit un total de 5010 pl. d'animaux équivalents (260 pl. maternité, 1410 pl. gestantes-verraterie), avec mise à jour de la gestion des déjections (*en liaison avec « E.A.R.L. DE LA METAIRIE » en LE CAMBOUT*) et aménagement des bâtiments pour le logement des truies (*normes « Bien-Etre »*), en PLUMIEUX au lieu-dit « Saint Léau » (Section YE n° 109-91 et OF N°1603) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LE CAMBOUT - LA CHEZE - COETLOGON - PLUMIEUX - SAINT ETIENNE DU GUE DE L'ISLE - LES FORGES (56) - LA TRINITE PORHOET (56) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 12 juillet 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 22 juillet 2011 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'OUST ;
- CONSIDERANT que l'implantation de l'élevage se situe à moins de 100 mètres des 3 tiers les plus proches (*autorisation déjà accordée*) ;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LA CHEZE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;
- CONSIDERANT que le projet concerne la restructuration interne d'un élevage porcin autorisé pour 600 reproducteurs moyens, 1702 pl. post-sevrage (*11592 porcelets/an*) et 2672 pl. engraissement (*8292 porcs charcutiers/an*). Il consiste à spécialiser le site en atelier naisseur de 260 pl. maternité et 1310 pl. gestante (*1570 reproducteurs moyens*). Cette modification notable a nécessité une enquête publique en relation avec le dossier de « E.A.R.L. DE LA METAIRIE » en LE CAMBOUT (*même gérant, M. Laurent GEFFRELOT*), qui engraissera les porcelets produits - La C.D.O.A. structure du 24 août 2010 a donné un avis favorable au projet ;
- CONSIDERANT que l'exploitation produit 22765 UN et 17270 UP2O5 - 9106 UN et 6908 UP2O5 de lisier brut seront épandues sur les terres exploitées en propre ; 13659 UN et 10362 UP2O5 sont envoyées vers la station de traitement de « E.A.R.L. DE LA METAIRIE » - Après centrifugation : 3350 UN et 348 UP2O5 de lisier centrifugé provenant de la station sont reprises par la « S.C.A. MORO » et épandues sur les terres du plan d'épandage. Un schéma est joint en annexe de la présente décision (*Voir « Annexe 1 : Schéma des flux »*) ;

- CONSIDERANT que (*en réponse à l'avis défavorable de la DDTM à la demande de dépassement du sous-plafond cantonal d'épandage*), le pétitionnaire a envoyé un avenant permettant de préciser la situation. Afin de ne pas dépasser le sous-plafond, la « S.C.A. MORO » prend en charge sur son plan d'épandage les sous-produits issus du traitement, au prorata des volumes entrants dans la station ;
- CONSIDERANT que la station de traitement se situe sur le site de « Blaye » en LE CAMBOUT et fonctionne avec une capacité de traitement de 80 m³/ jour (*attestation du constructeur*) pour 77 m³ qui seront traités quotidiennement ;
- CONSIDERANT que, afin d'éviter des trajets inutiles entre la station de traitement et les terres de la SCA MORO, faciliter la gestion des épandages; être à l'équilibre de la fertilisation en phosphore (*les boues sont plus riches en phosphore que le lisier centrifugé*), la « S.C.A. MORO » reprendra uniquement du lisier centrifugé, dont une partie provient de « E.A.R.L. de la METAIRIE ». En contre-partie « E.A.R.L. de la METAIRIE » épandra cette même quantité d'azote sous forme de boues sur ses terres en propre. « E.A.R.L. de la Métairie » n'étant donc plus considérée comme prêteur de la « S.C.A. MORO », le sous-plafond ne sera pas dépassé ;
- CONSIDERANT que les pressions en azote et phosphore sont respectivement de 127 UN/ha et 74 UP₂O₅/ha (*pétitionnaire*) ;
- CONSIDERANT que la restructuration de l'élevage et des bâtiments contribuera à une diminution de la quantité d'ammoniac de 6714 unités ;
- CONSIDERANT que le site va passer de 5220 pl. animaux équivalents à 5010 pl. animaux équivalents (*soit une diminution de 210 pl. animaux équivalents*). Une partie des bâtiments ne sera plus utilisée (*les plus proches des tiers*). Un bâtiment destiné à la partie gestantes (*de 100 places*) sera construit à plus de 100 mètres des habitations de tiers. Les autres bâtiments existants seront réaménagés intérieurement afin de satisfaire aux normes bien être réglementaires ;
- CONSIDERANT que (*suite à la remarque du Maire de PLUMIEUX, qui souhaite que les bâtiments situés à moins de 100 m d'édifices bientôt classés soient déconstruits*), le pétitionnaire ne va plus utiliser les 2 bâtiments concernés. Deux autres réaménagés seront déconstruits dans un avenir proche. Une haie de feuillus et d'autres bâtiments existent déjà afin de masquer la vue des ouvrages concernés ;
- CONSIDERANT que les bâtiments sont sur pré-fosses et la seule fosse extérieure est couverte d'une dalle de béton ;
- CONSIDERANT que la Directive IPPC (2008/1/CE), s'applique à l'élevage de la « S.C.A. MORO », elle a pour objet la prévention et la réduction intégrées des pollutions. Elle impose à l'exploitant de mettre en place des mesures pour prévenir et réduire au minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement. Le pétitionnaire a mis en place les M.T.D. (*Meilleures Techniques Disponibles*) techniquement et économiquement réalisables définies dans le BREF « Elevage intensif de volailles et de porcins » (*mise en place des mesures pour diminuer les émissions d'ammoniac avec l'alimentation biphase avec des phytases incorporées ; le stockage d'une partie des lisiers en pré-fosse ; mise en place de systèmes de gestion des débits en eau ; tenue d'un registre de consommation d'eau ; mise en place d'éclairages à faible consommation en énergie ; traitement du lisier ...*) ;
- CONSIDERANT que les capacités techniques et financières démontrent la faisabilité du projet ;
- CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphase pour l'élevage concerné ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « S.C.A MORO (GEFFRELOT) », sise au lieu-dit « Saint Léau » en PLUMIEUX, à installer et exploiter à cette adresse (section YE N° 109-91 et OF N° 1603) en PLUMIEUX, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin d'une capacité maximale de 5010 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
260 pl. maternité	soit 780 PAE
1410 pl. gestantes-verraterie	soit 4230 PAE
0 pl. post-sevrage	soit 0,0 PAE
0 pl. engraissement	soit 0 PAE
0 pl. quarantaine infirmerie	soit 0 PAE
<i>Total : 1670 animaux</i>	<i>Total : 5010 pl. animaux-équivalents</i>

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

2.1 : EFFECTIFS

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 1670 porcs reproducteurs (*truies, verrats, cochettes*) .

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 1570 porcs reproducteurs (*truies, verrats, cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique...*).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase et utilisation de phytases :

2.2.1. - L'alimentation biphase et l'utilisation de phytases déjà mises en place seront conservées.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures,*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux , utilisation de phytases*) . Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LE DEVENIR DES LISIERS

3.1. - Une partie des déjections de cet élevage (*5184 m3, soit 13 659 unités d'azote*) sera dirigée vers la station de traitement gérée par « E.A.R.L. DE LA METAIRIE » en LE CAMBOUT.

3.2. - Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement, un cahier d'enlèvement sera tenu à jour par l'éleveur avec la date et la quantité de lisier enlevé.

3.3. - En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur des installations classées sera immédiatement prévenu.

3.4. - En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt prolongé et après saturation des capacités de stockage, soit toute activité devra être interrompue sur le site et les animaux transférés dans des installations autorisées, soit les effectifs seront ajustés aux capacités d'exportation du plan d'épandage exploité en propre.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume total de 5804 m³.

4.2. - Les épandages de lisiers bruts seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à la réglementation en vigueur. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX PUIITS ET FORAGES EXISTANTS

Les forages existants ne répondent pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, susvisé, fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté susvisé, l'exploitant est autorisé à utiliser ces ouvrages sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

a) un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

b) la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;

c) les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

d) le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (*passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...*) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (*stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...*) ;

e) l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;

f) l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées, permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTION EPANDAGES SUR CEREALES

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 8 - RESORPTION :

- Alimentation biphase : 4710 UN

- Traitement : 10302 UN.

ARTICLE 9 - SECURITE :

9.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

9.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

9.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

9.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

9.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 10 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 3 février 1989 et du 29 décembre 2009.

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLUMIEUX pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLUMIEUX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLUMIEUX, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au Préfet du MORBIHAN et au(x) maire(s) de LE CAMBOUT (22) - LA CHEZE (22) - COETLOGON (22) - SAINT ETIENNE DU GUE DE L'ISLE (22) - LES FORGES (56) - LA TRINITE PORHOET (56).

SAINT-BRIEUC, le 17 AOUT 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérour

Annexe 1 : Schéma des flux



